

24 septembre 2010 06h00 | Par **CHRISTINE MORICE**

Une aide pour les ex-Ford

Les élus ont voté une aide financière de 600 euros au comité de soutien des salariés de First qui souhaitent aller manifester au Mondial de l'automobile.



En 2008, les salariés de Ford au Salon de l'auto. PHOTO ARCHIVES « SO »

La délibération la plus débattue lors du Conseil municipal de rentrée, mercredi soir à Eysines, portait sur une aide financière exceptionnelle de la Ville, à hauteur de 600 euros, au comité de soutien et de sauvegarde des emplois industriels de First (ex-Ford).

La commune a été sollicitée pour apporter son aide aux salariés qui souhaitent se déplacer, en train Corail, samedi 2 octobre, au Mondial de l'automobile, à Paris, pour défendre leurs emplois.

Le conseiller municipal d'opposition Johnny Caron qui succède à Éric Lefebvre, démissionnaire (lire ci-contre), a ouvert le feu en annonçant qu'il voterait contre. Il n'est pas nécessaire à ses yeux, que First fasse un voyage « poumpoum tralala, au Salon », avec sandwiches. « Ce genre de manifestation ne servira pas à grand-chose ». L'élus pense qu'il serait plus sage de multiplier les interventions locales.

Divergences syndicales

De son côté, Sandrine Peletan (Majorité présidentielle) a souligné les divergences entre les différents syndicats de First à propos de ce déplacement. Elle craint que cette subvention revienne à la CGT qui est, à priori, la seule organisation syndicale à vouloir monter à Paris.

Sur les six élus d'opposition, seul Arnaud Derumaux (Alliance

centriste) a voté pour cette aide. « L'opposition, ce n'est pas la guerre civile. » a-t-il déclaré. « Il s'agit d'emplois, d'un enjeu régional. »

Dans la majorité, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer les propos des opposants à cette aide financière. Emilie Coutanceau pense que l'on a frôlé l'indécence et rappelle les difficultés rencontrées par les familles des salariés de First, « sur ce dossier, on aurait dû avoir l'unanimité », a-t-elle lancé.

Marie-Colombe Musset a tenu à préciser que la Ville versera les 600 euros au comité de soutien et de sauvegarde des emplois qui est une association et non pas à la CGT.

« Politiquement essentielle »

Quand à Joëlle Dusseau, adjointe aux finances et aux marchés publics, elle estime qu'il s'agit d'une démarche « politiquement essentielle ». « Cette entreprise, est toujours dotée d'une capacité technique et humaine formidable ».

Retour sur les bancs de l'opposition. Marie Miramon-Mazéra (UMP Parti radical) affirme que les salariés vont récolter une somme très importante si de nombreuses communes répondent à leur demande d'aide. « On peut s'interroger sur le principe. Est-ce que les impôts des Eysinais doivent venir au secours de 65 personnes » dit-elle, faisant référence au chiffre figurant dans la délibération comptabilisant les habitants de la commune directement concernés par la situation de First. « Il n'y a pas que les salariés de l'ex-Ford qui ont des problèmes d'emploi. Que faites-vous de tous les Eysinais qui sont au chômage ? Pourquoi Ford et pourquoi pas les autres ? »

En concluant les débats sur le sujet, le maire, Christine Bost, a rappelé qu'elle avait fait le voyage à Paris avec les salariés de l'usine blanquefortaise, en 2008, et que ce n'était pas une partie de plaisir, ce long voyage en train Corail, jusqu'à Paris. « S'il y a un espoir aussi infime soit-il, nous devons le saisir. Nous devons dire que nous sommes avec ces familles, dans ce combat. C'est tout une part de l'économie régionale qui est en question. » Et d'ajouter à l'adresse des élus d'opposition qui devaient voter contre : « Vous n'avez pas la mesure de ce que vivent ces familles depuis des années. »

La délibération a été entérinée en dépit des cinq votes contre.